



Installation d'élus à Paris le 25 septembre 2008 contre la Réforme de la DSU

## ...cristalliseront !

2008  
Préfecture :

*vivre au-dessus  
de ses dépenses*

C'est d'ailleurs suite à ces démarches que Madame VAUTRIN, Ministre, m'a informé par courrier du 14 mars 2006 qu'elle avait demandé au Préfet de l'Essonne « d'explorer toutes les voies possibles de nature à résoudre ces difficultés. Le Préfet va constituer à cet effet un groupe de travail financier associant les instances et organismes compétents dans ce domaine. Il me fera part à échéances régulières des difficultés rencontrées et des solutions qui auront pu être identifiées pour votre commune ».

Force est de constater que rien n'a été fait ! Dans ces conditions, le déséquilibre de notre budget de fonctionnement grandit d'année en année. A qui la faute ?

Au delà des discours sur la réduction des inégalités territoriales il faut passer aux actes. C'est justement l'objectif du projet global de développement et de son programme d'actions que la ville a contractualisé avec l'Etat.

La condition de sa réussite, c'est de faire aujourd'hui ce qui aurait dû être fait depuis 2000 pour créer les conditions de l'équilibre durable du budget de fonctionnement de la commune. C'est cela aussi le respect de la continuité de l'Etat.

Pour toutes ces raisons et dans cet objectif je vous confirme, Monsieur le Préfet, notre demande d'ouvrir rapidement avec vos services un processus de travail.

Je vous prie de croire, Monsieur le Préfet, en l'expression de mes respectueuses salutations.

## Déclaration du Maire

### 360 milliards pour les banques et rien pour les communes ?

Madame, Monsieur,

L'actualité politique nous donne de nombreuses raisons d'être en colère et de participer aux mobilisations en cours : Alors que 13 000 postes d'enseignants ont été supprimés, nous nous battons pour une véritable école de la réussite scolaire.

Nous participons aux initiatives contre la fermeture programmée des services de chirurgie et de maternité de l'hôpital de Juvisy.

Le Conseil Municipal a adopté une motion contre la privatisation de la Poste et pour réclamer un vrai service public postal de qualité.

**L'actualité c'est aussi, malgré les promesses, l'étranglement financier des communes de banlieue.**

Le projet de réforme de la Dotation de Solidarité Urbaine (DSU) excluait de ce dispositif de solidarité 238 communes dont 14 en Essonne. Qu'en sera-t-il de Grigny ?

Face à une forte hausse des prix, la principale dotation de l'Etat (DGF) ne progresse que de 0,80 %, ce qui réduit d'autant les moyens financiers de notre ville.

Le Préfet a même décidé, contre la volonté de notre Conseil Municipal, l'augmentation de 10% des taux de la taxe d'habitation et du foncier bâti.

Et pour couronner le tout, nous avons pu lire dans le Parisien ces propos venant de la Préfecture : « Grigny vit au dessus de ses moyens. La ville doit réduire ses dépenses ».

De la part de représentants de l'Etat, s'agit-il d'une profonde ignorance de nos réalités ou de mépris à l'égard de nos concitoyens ?

Les enfants de Grigny n'ont-ils pas, eux aussi, droit à des écoles de qualité ? Les habitants de Grigny, de toutes générations, n'ont-ils pas eux aussi, droit à des services municipaux qui répondent à leurs besoins ?

Ainsi, notre ville n'échappe pas à la politique du Gouvernement qui s'attaque aux services publics et aux collectivités locales.

**S'agissant de Grigny, c'est d'autant plus inadmissible que l'Etat avait pris l'engagement de soutenir nos efforts.** Un protocole prévoyant la rédaction d'une convention financière avait même été signé en 2000. Mais il n'a pas été respecté et le déséquilibre de notre budget de fonctionnement a commencé en 2001. Il faut donc faire aujourd'hui ce qui était prévu. Notre Conseil Municipal formule des propositions pour un équilibre durable du budget de fonctionnement. Il faut en discuter ! C'est dans cet objectif que je me suis adressé au Préfet de l'Essonne et vous trouverez ci-joint le contenu de ma lettre.

L'actualité, c'est aussi bien sûr la crise du capitalisme consécutive à d'énormes spéculations financières effectuées au détriment de « l'économie réelle » et du progrès social.

**Alors que le Gouvernement a su trouver 360 milliards pour renflouer les banques qui ont spéculé, personne ne comprendrait que les communes de banlieue soient davantage étranglées. Pour les mêmes raisons, à Grigny, personne ne comprendrait que l'Etat n'honore pas aujourd'hui les engagements qu'il n'a pas voulu tenir jusqu'ici.**

C'est pour cette exigence que nous nous mobilisons. Je vous invite à participer aux initiatives que nous allons vous proposer.



### Extraits du rapport de la Chambre Régionale des Comptes (2004) sur les budgets 1999 et suivants de la ville de Grigny

« Les difficultés financières que connaît Grigny trouvent leur origine dans plusieurs facteurs externes. D'une part, le faible potentiel fiscal... »  
« L'engagement de la commune dans le projet mis en œuvre dans le cadre de la politique de la ville implique un effort financier qu'elle n'est pas en mesure d'assumer complètement. »  
« Ce n'est qu'à partir de 1999, alors que des modalités de soutien durable des finances communales semblaient sur le point d'être acquises et que l'Etat prenait l'engagement d'une convention financière avec la ville dans le cadre de la convention du Grand Projet de Ville, que la commune s'est résolue à de lourds programmes d'investissement. »

### RER D UNE NOUVELLE ASSOCIATION POUR FAIRE AVANCER LE TRAIN DES AMÉLIORATIONS

Comme nous vous l'avions annoncé dans le précédent Grigny Informations, la ville a officiellement rejoint, par décision du Conseil municipal en date du 30 septembre, la nouvelle association des « élus de la ligne D du RER ».

Créée le jeudi 4 septembre 2008 lors d'une réunion de l'Union des Maires de l'Essonne (UME) à Evry par une vingtaine d'élus et de maires de villes desservies par la ligne D du RER, en présence du nouveau directeur de la ligne D, et de deux associations d'usagers (« Sadur » et « D-très insuffisant »), cette association a pour objectifs de participer pleinement au projet d'amélioration du réseau en étant force de proposition et également de faire pression sur le STIF (Syndicat des transports d'Ile-de-France) et la SNCF pour la mise en œuvre rapide du plan « D Maintenant ».

## DEXIA, la 2<sup>e</sup> banque des collectivités locales dans la tourmente de la crise financière

Un article paru dans le journal « Le Monde » du 10 octobre titre : « Les collectivités locales redoutent un assèchement du crédit ». L'article souligne : « Les difficultés de la banque DEXIA sont un sujet d'inquiétude pour les régions, départements, communes... et poursuit : « pour les 40 000 collectivités locales, l'élaboration du budget 2009 s'annonce particulièrement périlleuse. Régions, Départements, communes sont tenus, contrairement à l'Etat, de voter un budget en équilibre ».

L'ACTUALITÉ nous apprend que la crise financière que nous subissons est le fruit d'une spéculation financière qui s'est faite au détriment des investissements utiles répondant aux besoins des populations. Si le secteur privé (industrie, bâtiment...) est frappé, le secteur public n'est pas épargné.

En effet, DEXIA, une des principales banques des collectivités locales (Grigny y a contracté 30 % de ses emprunts) est aujourd'hui en grande difficulté car, comme les autres banques, elle a « boursicoté » sans complexe.

La loi des marchés financiers a depuis longtemps pris le dessus sur les finances publiques, sur l'argent qui sert aux besoins humains et tout ça avec l'argent des contribuables.

Si la banque Dexia devait être amenée à modifier ses taux d'intérêt cela pourrait avoir de graves conséquences sur le budget des villes et entraînerait une explosion des impôts locaux voire la suppression de nombreux projets indispensables aux habitants.

Grigny, comme toutes les communes, mais aussi les hôpitaux, les sociétés HLM... qui utilisent les services de Dexia, serait fortement pénalisée.

Dexia, dont l'essentiel du capital provient des collectivités locales, doit devenir une banque à 100 % publique et sa gestion totalement transparente. C'est la condition pour protéger les collectivités locales.

Pour faire face à la crise, l'Etat vient de décider d'injecter 3 milliards d'euros pour sauver la banque Dexia et cela en quelques heures. Mais il refuse depuis des années de se mettre au travail pour trouver une solution à l'équilibre durable du budget communal de Grigny.

La réforme de la Dotation de Solidarité Urbaine (DSU) met les villes de banlieue en danger

La Dotation de Solidarité Urbaine a été créée en 1991 pour aider financièrement les communes qui ont de lourdes charges et peu de ressources. C'est le cas de Grigny.

Aujourd'hui, sous prétexte de recentrer ces dotations, le Gouvernement change les règles de calcul. Il supprime par exemple le critère « nombre de logements sociaux dans la commune ». Par ailleurs, l'augmentation de la DSU pour 2009 qui était fixée à 120 millions d'euros par le Gouvernement, ne serait plus que de 70 millions d'euros. Résultat, 238 villes en France, (14 en Essonne) pourraient être exclues de ce dispositif de solidarité : Arpajon, Brétigny, Brunoy, Draveil, Montgeron, Morsang sur Orge, Ris Orangis, Sainte Geneviève des Bois, Saint Michel sur Orge, Savigny sur Orge, Viry Chatillon, les Ulis. Qu'en sera-t-il de Grigny ? Pour l'heure, l'ensemble des associations d'élus regroupant toutes les sensibilités politiques sont en colère. Elles sont mobilisées et unies contre cette réforme. L'Association « Maires Ville et Banlieue » à laquelle Grigny est adhérente, est en première ligne pour faire reculer cette injustice.